

	Contacts interpersonnels Énergie connectivité numérique		<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/>
	Migration	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
	Réduction des inégalités	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>
	COVID-19	<input type="checkbox"/>	<input checked="" type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
INFORMATIONS RELATIVES AU BUDGET				
12. Montants concernés	Budget line: BGUE-B2021-14.020120-C1-INTPA Coût total estimé : 122 850 000 EUR Montant total de la contribution du budget de l'UE : 60 000 000 EUR La contribution est d'un montant de 60 000 000 EUR du budget général de l'Union européenne pour 2021. Cette action est conjointement cofinancée par : - Banque africaine de développement (BAD) et la République du Mali pour un montant de 62 850 000 EUR (BAD : 47 550 000 EUR; Mali : 15 300 000EUR).			
GESTION ET EXÉCUTION				
13. Modalités de mise en œuvre (type de financement et mode de gestion)	Modalité projet Gestion indirecte avec la BAD			

1.2. Résumé de l'action

Cette action vise à participer au développement socio-économique durable des régions du Nord du Mali à travers la construction d'une infrastructure routière qui appuiera également leur stabilisation à court et moyen termes dans le cadre de l'accord de paix et de réconciliation.

Le projet porte sur l'aménagement de la branche malienne de la route transsaharienne (RTS) qui totalise un linéaire de 1237 km et correspond à un segment important du corridor stratégique Alger-Niamey-Kano. La Banque africaine de développement et l'UE se sont positionnées sur la section de route Bourem –Kidal, longue de 286 km. L'impact visé est l'amélioration du niveau de service de la route, la facilitation du déplacement de biens et des personnes et l'amélioration des conditions de vie des populations dans la zone d'intervention du projet.

L'aménagement d'infrastructures de transport constitue un enjeu essentiel pour développer les échanges, réduire les coûts de production, renforcer la compétitivité de l'économie nationale et toucher les zones rurales ou éloignées où se concentre la pauvreté. Ce constat concerne en particulier le nord du Mali, et notamment les régions de Gao et Kidal, objets en outre d'une menace sécuritaire élevée et de trafics de biens licites et illicites permanents. La construction de l'axe routier Sévaré-Douentza-Gao-Bourem-Kidal-frontière algérienne permettra un développement économique et social de ces régions par un désenclavement vis-à-vis du sud du Mali et par une intégration régionale avec l'Algérie. La présence de la route devrait garantir aussi des déplacements de personnes et de marchandises plus sûrs. Cet axe fait partie du projet de la «route Transsaharienne¹» et du plan de développement du réseau routier de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. Il est également l'une des infrastructures structurantes prévues dans l'accord pour la paix et la réconciliation au Mali.

Une table ronde sur le financement des infrastructures de transport des régions du Nord du Mali prévues dans cet accord s'est tenue à Bamako les 24 et 25 mars 2016. Elle a rassemblé autour du gouvernement du Mali les partenaires au développement actifs dans le secteur et prêts à s'engager à financer, en particulier, différentes sections de cet axe routier. La Banque africaine de développement et l'Union européenne ont décidé de prendre conjointement à leur

¹ [COMITE DE LIAISON DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE \(clrtafrique.com\)](http://COMITE DE LIAISON DE LA ROUTE TRANSSAHARIENNE (clrtafrique.com))